

LA
SEMAINE COMMERCIALE

90-92 COTE DE LA MONTAGNE

QUÉBEC, VENDREDI, 11 JANVIER 1895

ABONNEMENT A

"LA SEMAINE COMMERCIALE"

Par année.....\$2.00
Pour 6 mois.....1.00
Pas d'abonnement pour moins de 6 mois.
Les avis de discontinuation d'abonnement, —
Il en sera de même des avis de changement d'a-
dresse, — ne vaudront que s'ils sont adressés di-
rectement au bureau du journal, par écrit ou
autrement.

MILLE pour CENT

Voilà, sans forfanterie, ce qu'offre la SEMAINE COMMERCIALE à ses abonnés.

Songez qu'un seul des renseignements contenus dans les dix dernières pages de ce numéro, peut vous sauver des centaines de plastras, et nous donnons toutes les semaines des milliers de ces items, tout cela pour \$2.00 par année. Prière à chacun de nos abonnés de faire signer le bulletin que voici par un de ses confrères dans le commerce ou les professions, et de nous l'envoyer.

.....
Je, soussigné, m'engage payer sur demande aux éditeurs la somme de..... plastra, pour.....mois d'abonnement à la SEMAINE COMMERCIALE.

Nom.....

Résidence.....

AUX ABONNÉS

Prière de consulter le coupon d'adresse collé sur la première page du journal. La date inscrite en regard de votre nom indique jusqu'où votre abonnement est payé. Ecrivez-nous, s.v.p., des frais de correspondance inutile, et renouvelez votre abonnement à l'échéance.

BARTHE & THOMPSON.

LA COLONISATION DU PAYS

Les deux principaux objets de la politique d'un gouvernement doivent être, en dehors de la routine administrative, la colonisation du pays et l'éducation des masses. Ce sont là les deux mamelles nourricières et fécondantes de la civilisation. Tous les soucis, tous les plans, toutes les entreprises, tous les sacrifices des gouvernements devraient converger vers ces deux points; et tous deux devraient être le sujet des complaisances les plus larges et les plus généreuses du budget. Les mandataires du peuple qui ergotent si souvent sur la colonisation et l'éducation, et font entendre à plein gosier des clichés connus, tapés et retapés, devraient bien faire montre d'un peu plus d'esprit pratique et se convaincre qu'une saine et sage politique de colonisation et d'éducation bravement proclamée, et non moins bravement appliquée, est d'un rapport beaucoup plus grand et efficace qu'ils ne se l'imaginent, à tous les points de vue, même à leur point de vue personnel.

Tout ce que nous disons là est vieux,

et nous n'avons pas la prétention de dire du neuf; mais comme et gouvernants et gouvernés ont la mémoire courte à ce double sujet et les perdent tous deux facilement de vue, nous nous faisons un devoir de leur remettre de temps à autre sous les yeux des vérités que ne désavouerait pas M. de La Pélisse tout probablement, mais qui n'en sont pas moins des vérités qui se dressent toutes grandes, inflexibles et implacables, chaque jour, parmi les obligations qui échecioient aux gouvernants.

Si les gouvernements ont pour premier devoir de s'occuper de la colonisation et l'éducation d'un pays, il existe au dessous, du moins à Québec, des associations qui se sont donné pour mission, les unes la colonisation du territoire, les autres l'éducation des masses.

Nous aimerions bien à voir publiés les rapports annuels des travaux de ces associations afin de connaître jusqu'à quel point elles sont efficaces, combien de colons elles ont aidé à se fixer sur les terres publiques, et quels progrès elles ont fait faire à l'éducation. Nous ne mettons pas en doute qu'elles aient travaillé, mais nous voudrions pouvoir apprécier le résultat de leurs efforts.

Quels que soient ces efforts, nous avons constamment sous les yeux le spectacle de gens qui, désertant la campagne, viennent à la ville grossir le nombre des indigents, des affamés.

Été et hiver, et surtout l'été, nous voyons circuler dans les rues d'affaires un tas de gens en quête d'ouvrage. On les voit adossés aux murs des maisons, flânant tout le jour et s'en retournant chaque soir bredouille. Comment ces gens-là parviennent ils à apporter au logis le pain quotidien? Mystère.

N'est-ce pas là autant d'énergies stérilisées par le chômage, la pénurie des temps, ou qui sont de trop dans la population?

N'y aurait-il pas moyen d'utiliser ailleurs ces bras réduits à l'immobilité? N'y aurait pas lieu d'inaugurer une propagande active et vigoureuse dans le but de faire comprendre aux ouvriers et journaliers réduits au chômage que l'agriculture leur est ouverte comme domaine d'exploitation sinon très prospère, du moins satisfaisant; et que, bon an mal an, elle leur rapporte, avec l'indépendance complète, la bûche au foyer, le pain à la huche, et le picotin au râtelier? En supposant que l'agriculture ne permettrait pas au colon de faire des dépôts chaque année à la banque, elle lui donne toujours le moyen de vivre. Et les vivres pour une famille ordinaire à la campagne représentent bien, en moyenne près de \$100 par famille. Combien d'ouvriers à la ville

n'ont pas même cette somme pour vivre, et paient en plus des loyers assez chers et des taxes onéreuses!

L'état de colon et d'agriculteur est le plus noble et plus indépendant qui existe. Tous les autres états dépendent de lui et sont ses très humbles serviteurs. Mais la faute qui a été commise jusqu'à présent, c'est que ce fait n'a pas été suffisamment mis en relief, que d'autre part on n'a pas essayé dans l'organisation économique des villages, de la voirie, de donner au colon des satisfactions, des avantages, qui le font s'attacher sincèrement au domaine qu'il cultive à la région qu'il habite. On ne lui a pas rendu le milieu intéressant, de façon à lui faire oublier la ville et ses décevants miroitements.

Nous n'entrerons pas dans les particularités; nous ne faisons qu'esquisser les grandes lignes d'une situation que l'on doit de toutes façons améliorer si l'on veut activer la prise de possession du sol par nos gens.

L'essentiel pour le moment est de diriger activement un fort courant d'émigration des ouvriers et journaliers affamés des villes vers les terres publiques, de leur donner toutes les facilités possibles d'établissement. Notre influence nationale et politique ne fera que s'étendre et par suite nous soulagerons les villes d'un excédent de travailleurs, honnêtes gens au fond que la faim, mauvaise et impitoyable conseillère, peut transformer à un moment en éléments de discorde incontrôlables. Il ne faut pas oublier le proverbe: Ventre affamé n'a pas d'oreilles.

— x : x : x —

LES ENSEIGNES

L'enseigne de magasin ou mieux de boutique de commerce est une institution légitime, recommandable, nécessaire.

La concurrence en a activé énormément la vogue et la forme.

De là à abuser de ce medium de renseignements et d'annonce, il n'y a pas un abîme à franchir, on abuse de l'innocente enseigne comme de toute autre chose en ce bas monde et l'abus commence du moment surtout que l'on fait tort aux autres. L'enseigne, après avoir longtemps occupé modestement la devanture du magasin à Québec, s'est mise un jour de travers dans la rue. Passe pour une, deux, une demi-douzaine, mais aujourd'hui, elles sont légion et elles traverseront les rues de part en part; chacun voulant faire voir son enseigne, la fait faire plus longue que celle de son voisin; celui-ci, se voyant plus ou moins éclipsé, ne tarde pas à modifier son enseigne dans le sens de la longueur.

On finira par demander aux voisins d'en face le privilège de mettre d'autres